

prises dans différents pays. Même si les journaux ce matin titrent que le premier ministre rentre les mains vides puisqu'il n'a pas conclu d'accord sur les pluies acides avec le Président Bush, par sa visite à Boston, où il a reçu un prix très important, il a réussi à sensibiliser la population américaine, et c'est sûrement de cette même population que viendront les pressions auprès du Congrès américain et qu'un jour nous réussirons à avoir un accord sur les pluies acides.

* * *

[Traduction]

L'ÉNERGIE

LA PRIVATISATION DE LA SASKATCHEWAN POWER CORPORATION

M. Ray Funk (Prince Albert—Churchill River): Monsieur le Président, je suis heureux de prendre la parole à la Chambre pour rendre hommage à la bataille historique que livrent les habitants de la Saskatchewan pour sauver une partie de leur patrimoine qui leur est chère, la Saskatchewan Power Corporation. Je prédis que, de la même manière que la bataille pour l'assurance-maladie de 1962 a marqué un tournant dans l'évolution de la politique sociale au Canada, la lutte menée pour sauver la Sask Power marquera la fin de l'économie de droite au Canada.

Par 50 p. 100 des voix contre 27 p. 100, les habitants de la Saskatchewan s'opposent au pillage des biens de l'État par les conservateurs et la grande entreprise. Par 67 p. 100 des suffrages contre 22 p. 100, ils s'opposent à la privatisation de la Sask Power.

Les gens moyens dans notre pays en ont assez, et encore une fois, les habitants de la Saskatchewan ouvrent la voie à un avenir meilleur pour tous, pas seulement pour les riches et les puissants. Je parle au nom de la vaste majorité des Canadiens, j'en suis sûr, lorsque je félicite et remercie les gens de chez nous et leur souhaite bonne chance.

* * *

LE REVENU NATIONAL

LA CONVENTION COLLECTIVE ET LE KILOMÉTRAGE EFFECTUÉ PAR LES AGENTS DES DOUANES

M. Blaine A. Thacker (Lethbridge): Monsieur le Président, je veux porter à l'attention du ministre du Revenu national (M. Jelinek) la partie de la convention collective qui prévoit le versement d'une indemnité de déplacement pour les agents des douanes qui travaillent à Coutts, en Alberta, mais qui ont choisi de vivre au-delà d'un rayon de 16 kilomètres, et jusqu'à 100 kilomètres de leur lieu de travail. Cette disposition est préjudiciable à la ville de Coutts qui est, en importance, le quatrième point d'entrée au Canada. Le conseil municipal et la grande

Article 31 du Règlement

majorité de mes électeurs croient que cela est injuste pour Coutts et, de manière plus générale, que cela constitue un gaspillage de fonds publics. Je demande au ministre de négocier en vue d'abolir cette disposition de la convention collective.

[Français]

LE DÉVELOPPEMENT INDUSTRIEL

LA SITUATION DE MONTRÉAL

M. Jean-Claude Malépart (Laurier—Sainte-Marie): Monsieur le Président, premièrement, la décision de lundi du gouvernement conservateur de refuser de localiser l'Agence spatiale à Montréal démontre hors de tout doute que le maire de Montréal, M. Jean Doré, s'est fait rouler par le premier ministre (M. Mulroney), et ce n'est pas le premier.

Deuxièmement, cette décision prouve hors de tout doute que nos deux ministres responsables de la région de Montréal, le ministre du Travail (M. Corbeil), ainsi que le secrétaire d'État du Canada (M. Weiner), n'ont aucun poids politique dans le Cabinet conservateur pour défendre les intérêts de Montréal.

De plus, les trois nouveaux *superstars* du côté conservateur, les députés de Rosemont, Outremont et Bourassa (MM. Tremblay, Hogue et M^{me} Gibeau) ne sont pas meilleurs que les Desrosiers et Gravel pour livrer la marchandise.

Monsieur le Président, il y a un autre dossier où Montréal est en train de se faire rouler en ce qui concerne le transport ferroviaire, le dossier de VIA Rail. En terminant, on pourra dire que sous le règne des conservateurs, non seulement Montréal a perdu le titre de métropole du Canada, mais maintenant on est devenu la banlieue de Longueuil!

* * *

[Traduction]

L'ÉCONOMIE

LA RÉDUCTION DU DÉFICIT

Mme Barbara Sparrow (Calgary—Sud-Ouest): Monsieur le Président, personne n'aime des taux d'intérêt élevés, surtout pas les habitants de l'Alberta et je suis aux Communes pour les défendre. Les taux d'intérêt élevés nuisent à tout l'ouest du Canada.

Certains proposent d'établir des taux d'intérêt différents selon les régions. Il y aurait exode des capitaux des régions à faibles taux d'intérêt vers les régions où les taux d'intérêt sont plus élevés et un tel système perturberait le marché.

Il faut réduire le déficit et c'est ce que fait le gouvernement actuellement. Sans les compressions et les hausses d'impôt prévues dans le budget, le Canada aurait été moins en mesure d'abaisser les taux d'intérêt. Le taux de